

**Art. 13.** L'arrêté royal du 10 octobre 2006 portant les conditions auxquelles doivent satisfaire les jeux proposés dans le cadre de programmes télévisés au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation pour lesquels il est autorisé de facturer à l'appelant, en plus du prix de la communication, également le prix du contenu, étant entendu que ce prix est limité aux séries pour lesquelles le tarif de l'utilisateur final ne dépend pas de la durée de l'appel, et qui forment un programme complet de jeu est abrogé.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur trois mois après le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 15.** Notre Ministre qui a la Justice dans ses attributions, Notre Ministre qui a les Finances dans ses attributions, Notre Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, Notre Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions, Notre Ministre qui a l'Economie dans ses attributions, Notre Ministre qui a les Entreprises publiques dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

La Ministre de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intérieur,  
G. DE PADT

Le Ministre pour l'Entreprise,  
V. VAN QUICKENBORNE

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de la Justice,  
C. DEVLIES

**Art. 13.** Het koninklijk besluit van 10 oktober 2006 houdende de voorwaarden waaraan spelen die aangeboden worden in het kader van televisieprogramma's via nummerreeksen van het Belgische nummerplan, waarvoor het toegelaten is om van de oproeper, naast de prijs van de communicatie, ook de betaling van de inhoud te vragen, doch beperkt tot deze reeksen waarop het eindgebruikertarief geen functie is van de tijdsduur van de oproep en die een totaalprogramma inhouden dienen te voldoen, wordt opgeheven.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking drie maanden na de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 15.** Onze Minister bevoegd voor Justitie, Onze Minister bevoegd voor Financiën, Onze Minister bevoegd voor Volksgezondheid, Onze Minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken, Onze Minister bevoegd voor Ondernemen, Onze Minister bevoegd voor Overheidsbedrijven, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 mei 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

De Minister van Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
G. DE PADT

De Minister voor Ondernemen,  
V. VAN QUICKENBORNE

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Justitie,  
C. DEVLIES

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE**

F. 2009 — 1893

[2009/202341]

**20 MAI 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des ministères fédéraux aux Gouvernements des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 88, §§ 1<sup>er</sup> et 2, modifié par les lois des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des ministères fédéraux aux Gouvernements des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune, modifié par les arrêtés royaux des 28 décembre 1989, 1<sup>er</sup> octobre 1990, 22 décembre 1993, 21 février 1997, 26 mai 2002 et 25 avril 2004;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 février 2009;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 19 février 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 19 février 2009;

Vu l'avis du Gouvernement flamand, donné le 6 février 2009;

Vu l'avis du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 12 février 2009;

Vu l'avis du Gouvernement wallon, donné le 19 février 2009;

Vu le protocole n° 626 du 1<sup>er</sup> avril 2009 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER**

N. 2009 — 1893

[2009/202341]

**20 MEI 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van de federale ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 88, §§ 1 en 2, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van de federale ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 december 1989, 1 oktober 1990, 22 december 1993, 21 februari 1997, 26 mei 2002 en 25 april 2004;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 februari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 19 februari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 19 februari 2009;

Gelet op het advies van de Vlaamse Regering, gegeven op 6 februari 2009;

Gelet op het advies van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, gegeven op 12 februari 2009;

Gelet op het advies van de Waalse Regering, gegeven op 19 februari 2009;

Gelet op het protocol nr. 626 van 1 april 2009 van het Comité voor de federale, gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten;

Vu l'avis n° 46.397/3 du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Premier Ministre, du Ministre des Finances et des Réformes institutionnelles, du Ministre des Réformes institutionnelles, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des ministères fédéraux aux Gouvernements des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune, modifié par les arrêtés royaux des 22 décembre 1993 et 26 mai 2002, est complété comme suit :

« d) Les membres du personnel des services qui assurent le service d'un des groupes d'impôts visés à l'article 5, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, sont informés par le Président du Comité de direction du Service public fédéral Finances de la notification du Gouvernement régional relative à la décision d'assurer lui-même le service de ce groupe d'impôts, par un ordre de service qui les invite à faire savoir par écrit et dans les trente jours s'ils souhaitent être transférés aux services du Gouvernement concerné, dans un des emplois énumérés dans ledit ordre de service.

Les demandes sont transmises et classées selon la procédure décrite aux alinéas 2 à 5 du point b.

Pour l'application des alinéas 2 à 5 du point b, l'ancienneté de grade est remplacée par l'ancienneté de niveau pour les niveaux B, C et D.

Avant le classement mentionné à l'alinéa 2 du point b, l'ordre suivant est établi pour les membres du personnel ayant la même qualité :

1° les membres du personnel qui assurent effectivement le service du groupe d'impôts mentionné dans la notification;

2° les autres membres du personnel des services mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Si après qu'il a été satisfait aux demandes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il reste des emplois à pourvoir, sont désignés d'office pour ces emplois les membres du personnel ayant leur domicile dans une commune qui se situe dans un rayon de 80 kilomètres autour de la commune où seront établis les services du Gouvernement qui assurent le service du groupe d'impôts concerné. Les membres du personnel qui assurent effectivement le service d'impôts seront désignés en priorité, ensuite les autres membres du personnel.

Dans chaque groupe mentionné au 5<sup>e</sup> alinéa, les membres du personnel sont classés dans l'ordre suivant :

1° ceux qui ont leur domicile dans une commune qui se situe dans un rayon de 20 kilomètres de la commune où les services du Gouvernement seront établis;

2° ceux qui ont leur domicile dans une commune qui se situe dans un rayon de 21 à 50 kilomètres de la commune où les services du Gouvernement seront établis;

3° ceux qui ont leur domicile dans une commune qui se situe dans un rayon de 51 à 80 kilomètres de la commune où les services du Gouvernement seront établis.

Au sein de chacun des groupes mentionnés dans le 6<sup>e</sup> alinéa, les membres du personnel sont classés dans l'ordre inverse de l'alinéa 2 et ensuite de l'alinéa 3 du point b.

La distance mentionnée dans le 5<sup>e</sup> et le 6<sup>e</sup> alinéa est calculée sur base du livre des distances légales et est celle entre les différentes communes fusionnées.

Pour l'application de l'alinéa 6, le Gouvernement régional mentionne dans la notification visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> les communes où seront établis les services du Gouvernement.

e) Les dispositions du point d ne sont pas d'application pour les services qui assurent le service d'un des groupes d'impôts mentionnés à l'article 5, § 3, 1<sup>er</sup> alinéa de la loi spéciale relative au financement des communautés et des régions du 16 janvier 1989, lorsque ceux-ci sont mentionnés dans l'annexe I<sup>er</sup>, II ou III du présent arrêté. »

Gelet op het advies nr. 46.397/3 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Eerste Minister, van de Minister van Financiën en Institutionele Hervormingen, van de Minister van Institutionele Hervormingen, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van de federale ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 december 1993 en 26 mei 2002, wordt aangevuld als volgt :

« d) De personeelsleden van de diensten die voor de dienst van één van de in artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, bedoelde groepen van belastingen instaan, worden door de Voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën geïnformeerd over de notificatie van de Gewestregering van de beslissing tot het zelf verzekeren van de dienst van die groep van belastingen, via een dienstorder waarin zij worden verzocht schriftelijk en binnen de dertig dagen te laten weten of zij wensen te worden overgedragen aan de diensten van de betrokken Regering op één van de betrekkingen vermeld in de dienstorder.

De aanvragen worden ingediend en gerangschikt volgens de procedure beschreven in de leden 2 tot 5 van punt b.

Voor de toepassing van de leden 2 tot 5 van punt b, wordt voor de niveaus B, C en D de graadanciënniteit vervangen door de niveauanciënniteit.

Vóór de rangschikking vermeld in het tweede lid van punt b, wordt de volgende orde vastgesteld voor de personeelsleden met dezelfde hoedanigheid :

1° de personeelsleden die effectief instaan voor de dienst van de in de notificatie vermelde groep van belastingen;

2° de andere personeelsleden van de in het eerste lid bedoelde diensten.

Indien er, nadat aan de aanvragen bedoeld in het eerste lid is voldaan, nog betrekkingen te begeven zijn, worden de personeelsleden die hun woonplaats hebben in een gemeente die binnen een omtrek van 80 kilometer ligt rond de gemeente waar de diensten van de Regering zullen gevestigd zijn, die instaan voor de dienst van de betrokken groep van belastingen, van ambtswege aangewezen voor deze betrekkingen. De personeelsleden die effectief instaan voor de dienst van de belasting worden het eerst aangewezen, vervolgens de andere personeelsleden.

In elke groep bedoeld in het vijfde lid, worden de personeelsleden als volgt gerangschikt :

1° zij die hun woonplaats hebben in een gemeente die binnen een omtrek van 20 kilometer ligt van de gemeente waar de diensten van de Regering zullen gevestigd zijn;

2° zij die hun woonplaats hebben in een gemeente die binnen een omtrek van 21 tot 50 kilometer ligt van de gemeente waar de diensten van de Regering zullen gevestigd zijn;

3° zij die hun woonplaats hebben in een gemeente die binnen een omtrek van 51 tot 80 kilometer ligt van de gemeente waar de diensten van de Regering zullen gevestigd zijn.

Binnen elk van de in het zesde lid bedoelde groepen worden de personeelsleden gerangschikt in de omgekeerde volgorde van het tweede en vervolgens het derde lid van punt b.

De afstand bedoeld in het vijfde en het zesde lid wordt bepaald op grond van het boek der wettelijke afstanden en is deze tussen de verschillende fusiegemeenten.

Voor de toepassing van het zesde lid vermeldt de Gewestregering in de notificatie bedoeld in het eerste lid, de gemeenten waar de diensten van de Regering zullen gevestigd zijn.

e) De bepalingen van punt d zijn niet van toepassing op de diensten die de dienst van één van de in artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, bedoelde groepen van belastingen verzekeren, wanneer deze vermeld worden in de bijlage I, II of III bij dit besluit. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Le Premier Ministre, le Ministre des Finances et des Réformes institutionnelles, et le Ministre des Réformes institutionnelles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
H. VAN ROMPUY

Le Ministre des Finances et des Réformes institutionnelles,  
D. REYNDERS

Le Ministre des Réformes institutionnelles,  
S. VANACKERE

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** De Eerste Minister, de Minister van Financiën en Institutionele Hervormingen, en de Minister van Institutionele Hervormingen, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 mei 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
H. VAN ROMPUY

De Minister van Financiën en Institutionele Hervormingen,  
D. REYNDERS

De Minister van Institutionele Hervormingen,  
S. VANACKERE

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2009 — 1894

[C — 2009/00367]

**16 MAI 2009.** — Arrêté ministériel fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage et relatives à l'agrément des formations et portant des dispositions abrogatoires

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, les articles 4, § 3, 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, et 8, § 2, tels que modifiés par les lois des 7 mai 2004 et 8 juin 2006;

Vu l'arrêté royal du 30 décembre 1999 relatif aux conditions de formation et d'expérience professionnelle, aux conditions d'examen médical et psychotechnique pour l'exercice d'une fonction de dirigeant ou d'exécution au sein d'une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage et relatif à l'agrément des formations;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage et relatives à l'agrément des formations, modifié par l'arrêté royal du 7 juillet 2008, les articles 111 et 113;

Vu l'arrêté ministériel du 13 avril 2007 fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage et relatives à l'agrément des formations;

Vu l'arrêté ministériel du 21 février 2008 fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage et relatives à l'agrément des formations;

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2009 — 1894

[C — 2009/00367]

**16 MEI 2009.** — Ministerieel besluit tot bepaling van de datum van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakings-onderneming of interne bewakingsdienst en houdende opheffingsbepalingen

De Minister van Binnenlandse zaken,

Gelet op de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, op artikelen 4, § 3, 5, 1e lid, 5°, 6, 1e lid, 5°, en 8, § 2, zoals gewijzigd bij de wet van 7 mei 2004 en 8 juni 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 december 1999 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake medisch en psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakings-onderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakings-onderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 juli 2008, op artikelen 111 en 113;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 april 2007 tot bepaling van de datum van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakings-onderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 februari 2008 tot bepaling van de datum van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakings-onderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen en tot wijziging van het ministerieel besluit van 13 april 2007 tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakings-onderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen;